



Messieurs les représentants de l'administration des douanes,

Aujourd'hui, 6 février 2020, nous profitons de cette nouvelle journée d'action interprofessionnelle à l'occasion du début des travaux de la commission spéciale de L'Assemblée Nationale concernant ce projet de réforme des retraites injuste et dangereux, mais également d'une journée d'action et de mobilisation des marins des douanes, aériens, agents DNGCD pour faire entendre notre voix.

Notre administration a subi depuis de nombreuses années des restructurations à l'emporte-pièce, affaiblissant ses capacités à assurer des missions pourtant essentielles à la sécurité du citoyen et à la préservation des ressources de l'État.

Aujourd'hui c'est à une attaque sans précédent que les collègues douaniers doivent faire face. À un véritable tapis de bombes toutes plus mortifères les unes que les autres et qui présagent un avenir bien sombre pour notre maison commune.

Nous voulons parler ici du fumeux rapport Gardette dont aucun esprit éclairé ne saurait en comprendre la logique, tant paraît absurde la volonté dogmatique du gouvernement de transférer des taxes à la DGFIP qui du reste n'était pas en demande. L'État s'apprête donc à favoriser par le truchement d'un rapport scélérat que le gouvernement a commandité, une fraude fiscale d'envergure, en autorisant par exemple l'auto liquidation de certaines taxes et en empêchant les administrations fiscales d'opérer des contrôles efficaces pour les autres taxes transférées. Alors même que l'administration des douanes est réputée parmi les administrations des pays de l'OCDE comme étant la plus efficiente en la matière.

Parlons encore de la loi de transformation de la fonction publique qui, sous couvert de modernisation, rompt avec des décennies d'un dialogue social qui certes n'était pas la panacée mais avait le mérite d'exister. Alors même que la crise des gilets jaunes aurait dû faire prendre conscience à nos gouvernants de la nécessité de renforcer dans les instances paritaires le dialogue social. Désormais, les agents se retrouveront seuls face aux décisions d'administrateurs locaux qui jugeront par exemple qu'il convient de muter tel agent au détriment d'un agent mieux classé.

Comble du mépris affiché, les agents tout comme leurs représentants syndicaux seront dans l'incapacité de connaître par ailleurs le rang de classement de l'agent qui n'aura pas obtenu satisfaction et s'estimera lésé.

Ces fameuses lignes directrices de gestion qui considèrent les agents comme des ressources à déployer, de simples chiffres sur un tableur excel faisant fi des aspirations des individus.

Parlons encore de la retraite à point que le gouvernement entend imposer contre l'assentiment de l'opinion publique majoritairement hostile à ce projet dont le but inavoué est une baisse à terme des pensions de l'ensemble de nos concitoyens et un recul sans précédent de l'âge de départ à la retraite.

Les projections farfelues des autorités en charge du dossier des retraites ont été dénoncées avec une extrême sévérité par le Conseil d'État, rendant encore plus illisible une réforme systémique dont personne ne comprend plus grand-chose sinon qu'il s'agit d'une réforme purement comptable. Et certainement pas d'une réforme pour améliorer le niveau de pension des futurs retraités !

Les agents des douanes en ont assez de ces discours qui ne servent qu'à mieux faire passer des réformes incessantes dont ils ne comprennent plus depuis longtemps le sens et la portée réelle.

Les agents des douanes en ont assez de n'être que la variable d'ajustement d'équilibres budgétaires alors qu'ils font partie d'une administration séculaire qui a toujours su s'adapter avec succès aux transformations de la société.

Les agents des douanes en ont assez d'être méprisés par le gouvernement qui ne tient pas ses engagements pourtant actés par un protocole d'accord contresigné par l'ensemble des organisations syndicales et dont un des points concernait justement l'amélioration de la bonification des années passées en surveillance. Passer de 17 années de surveillance à 27 années ne constitue en rien une amélioration du système existant. Il s'agit plutôt d'une dégradation sans précédent des conditions pour bénéficier d'une bonification pour services rendus.

Les agents des douanes en ont plus que marre d'être méprisés par leurs dirigeants qui du haut de leur tour d'ivoire, dans le confort de leurs bureaux, dessinent dans un coin de table entre la poire et le fromage, le devenir de leurs services. Fermetures de bureaux, suppressions de brigades, centralisations, fusions, concentrations, réorganisations, restructurations...ces mots qui leur sont lancés à la figure et qui parfois bouleversent leurs existences même.

**Marre d'être méprisés** en tant qu'agents, gel du point d'indice, impactés par les jours de carence, priés de compenser le démantèlement des effectifs, privés de représentants du personnel pour la garantie de la justice des mutations et bientôt des promotions...

**AGENTS DES DOUANES , ENSEMBLE ,  
AVEC TOUTE LA FORCE NÉCESSAIRE ,  
NOUS NE LAISSERONS PLUS NOTRE ADMINISTRATION SUBIR  
DES ATTAQUES SANS REAGIR !**